

D.G.S.T.  
Voirie-Déplacements  
Propreté Urbaine

A.M. N° 907.2025

**ARRETE MUNICIPAL PROVISOIRE  
REGLEMENTANT  
LA CIRCULATION**

**Rues concernées (quartier)**

**Rue d' ITALIE (Jonquières)  
Rue Oswald ORTIS (Jonquières)  
Rue Paul Baptistin LOMBARD (Jonquières)  
Rue Léon GAMBETTA (Jonquières)**

**Le Lundi 30 Juin 2025  
METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE -  
REA**

**Nous**, Gaby CHARROUX, Maire de la Commune de Martigues,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212.2, L2213.1, L2213.2 et L2213.3,

**VU** les articles L.325-1 et R 417-10 (II-10°) et R-417-12 du Code de la Route,

**CONSIDÉRANT** la demande de **METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE - REA**, d'effectuer des travaux de réparation de canalisation d'assainissement, dans les rues et aux dates indiquées ci-dessus,

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à l'Autorité Municipale de réglementer la circulation afin d'assurer la sécurité et le bon déroulement de ces travaux,

**ARRETONS** :

**ARTICLE 1er : Circulation**

Le lundi 30 juin 2025, la circulation des véhicules sera interdite sur la rue Léon Gambetta et Rue Oswald Ortis, pour les besoins des travaux.

Une déviation sera mise en place par la Rue Paul Baptistin Lombard en amont et par la Rue d'Italie, avant la Place Lafayette.

**ARTICLE 2 : Signalisation**

La signalisation réglementaire sera mise en place par **le pétitionnaire**, à ses frais et sous son entière responsabilité.

### **ARTICLE 3 : Publication**

**Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Ville de Martigues.**

### **ARTICLE 4 : Voies et délais de recours**

Le présent Arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille sis au 31, rue Jean-François Leca à 13325 MARSEILLE Cedex 02 dans un délai de deux mois à compter de sa publication par voie électronique.

Le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Un recours administratif est également possible auprès de l'autorité signataire du présent Arrêté dans le délai de deux mois à compter de sa publication par voie électronique.

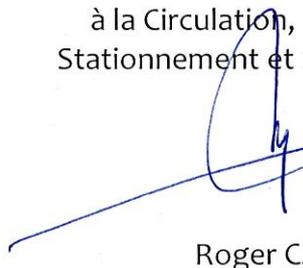
Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de rejet exprès du recours administratif ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'autorité signataire, en cas de rejet implicite dudit recours.

### **ARTICLE 5 : Exécution**

Le Directeur Général des Services de la Commune de Martigues et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Martigues, le 26 juin 2025

L'Adjoint au Maire Délégué  
à la Circulation, Déplacements,  
Stationnement et Sécurité Routière,


Roger CAMOIN